



COMITE DE PAYS

SEANCE DU 3 JUILLET 2026

L'an deux-mille vingt-six, le trois juillet à quatorze heures, les élus délégués au Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du pays de Saint-Malo, dûment convoqués, se sont réunis dans la salle du Conseil municipal de Saint-Jouan des Guérets, sous la présidence de M. THEBAULT, Président.

Délégué/e/s titulaire/s présent/e/s : Gilles LURTON, Pascal SIMON, Jean-Michel FREDOU, Jean-Virgile CRANCE, Yoann HERVOIR, Eric POUSSIN, Marie BURGALETA-BOUVIER, Daniel BAUVE, Georges DUMAS, Sébastien DELABROISE, Mireille CAZIN, Benoît SOHIER, Christelle BROSELLIER, Christine COLAS, Arnaud SALMON, Philippe ROULLE, Philippe FOURNEYRON, Louis THEBAULT, François MAINSARD, Sylvie DUGUEPEROUX.

Délégué/e/s suppléant/e/s présent/e/s avec voix délibérative : néant.

Délégué/e/s suppléant/e/s présent/e/s sans voix délibérative : Nicolas BELLOIR, Christian AVRIL.

Délégué/e/s absent/e/s excusé/e/s : Pascal SIMON (pouvoir à M. LURTON), Pascal BRIAND, Olivier BOURDAIS, Florence ABADIE, Anne-Katell LE ROUILLE, Sophie DANINO-SOISSON, Caroline CRANCE, Christelle BROSELLIER (pouvoir à M. BUISSET), Marianne DAIGNAN, Christine FAUVEL, Bénédicte FLAUX.

Nombre de membres :	30	Date de la convocation :	26 juin 2026
Nombre de délégués présents :	22	Secrétaire de séance :	M. SALMON
Nombre de votants :	20	Affaires inscrites à l'ordre du jour :	

Délibération n°2026-22 – Aménagement – Mission mutualisée « Sobriété foncière » – Renouvellement convention PETR-État

Rapporteur : M. Benoît SOHIER

À l'échelle de la Bretagne, les 26 structures porteuses d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), le Conseil régional et l'Etat co-financent depuis début 2023, un poste de chargé/e de mission mutualisé, dédié à la thématique de la sobriété foncière et à l'animation des travaux de la *Conférence régionale de gouvernance du foncier de Bretagne (CRG du foncier)*.

Ce poste est porté administrativement par l'Association départementale des Maires et Présidents d'intercommunalités d'Ille-Vilaine (AMF35), et est fonctionnellement rattaché au Pôle d'équilibre territorial et rural du pays de Saint-Malo.



Le conventionnement initialement prévu portant sur une période de 3 années (2023-2025), il a été décidé en réunion de la *CRG du foncier de Bretagne* du 1^{er} octobre 2025 de poursuivre le partenariat régional. Les modalités retenues portent de nouveau sur une période de 3 années (2026-2028) et sur un budget annuel actualisé de 60.000€, contre 57.500€ précédemment.

Pour formaliser cette prolongation, une nouvelle convention de partenariat a donc été conclue avec l'AMF35 le 20 janvier 2026, une nouvelle convention d'objectifs et de moyens avec la Région Bretagne le 26 janvier 2026, et une nouvelle convention de financement avec l'ensemble des structures porteuses de SCoT de Bretagne le 25 mars 2026.

S'agissant de l'État, au-delà de l'accord de principe déjà donné, les modalités de poursuite du co-financement du poste mutualisé viennent d'être précisées au PETR du pays de Saint-Malo. L'Etat maintient un engagement financier de 25% du coût global de la mission, soit une aide de 15 000 € par an, sur une période de 2 années (2026-2027 dans un premier temps, compte-tenu de la durée du Contrat de Plan État-Région conclu sur la période 2021-2027, dans le cadre duquel s'inscrit cette subvention.

Il est donc proposé de procéder à la demande de subvention correspondante auprès de l'Etat pour la période 2026-2027, pour pouvoir convenir ensuite d'une nouvelle convention.

*

*

*

En conséquence, il est proposé au Comité de pays d'approuver le projet de délibération suivant :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles [L 5741-1](#) et suivants,

Vu les statuts du Pôle d'équilibre territorial et rural du pays de Saint-Malo,

Vu la convention de mise en œuvre du projet de territoire conclue avec les Communautés du pays en date du 10 février 2023, notamment l'action n °1, relative à l'élaboration, la révision et la mise en œuvre un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT),

Vu la convention financière conclue le 30 mai 2023 pour une durée de 3 ans avec l'État pour le financement du poste mutualisé relatif à la sobriété foncière,

Vu la décision des différentes parties, dont l'État, à renouveler le partenariat régional lors de la réunion de la Conférence régionale de gouvernance du foncier du 1^{er} octobre 2025,

Vu la convention de partenariat conclue le 20 janvier 2026 avec l'AMF35, pour le portage du poste mutualisé relatif à la sobriété foncière,

Vu la convention d'objectifs et de moyens relative à l'ingénierie dédiée à la Sobriété foncière conclue le 26 janvier 2026 avec la Région Bretagne pour la période 2026-2028,

Vu la convention de financement d'une ingénierie commune relative à la sobriété foncière conclue le 25 mars 2026 avec l'ensemble des structures porteuses d'un SCoT en Bretagne pour la période 2026-2028,

Considérant la proposition de l'État de renouveler le financement de l'ingénierie commune pour une période de 2 années (2026-2027),



Le Comité de pays, après en avoir délibéré, décide de :

- **approuver** la demande d'aide financière auprès de l'Etat relative à la poursuite de la mission foncière mutualisée pour une période de 2 ans, soit 2026-2027,
- **autoriser** Monsieur le Président ou le Vice-président délégué à signer tout acte utile à l'exécution de la présente délibération

M. le Président présente le projet de délibération correspondant et précise que cette mission est actuellement rattachée au Pôle d'équilibre territorial et rural du pays de Saint-Malo, de part le mandat assuré par son prédécesseur qui assure également la Vice-présidence de la Conférence régionale de la gouvernance du foncier. En fonction des élections à venir, cette mission pourrait ainsi être rattachée à une autre structure porteuse de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

M. le Président, après s'être assuré de l'absence d'interventions, soumet le projet de délibération au vote de l'assemblée.

Le projet de délibération est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

Certifié conforme et exécutoire,
Après dépôt en Préfecture et publication

Le Président, Louis THEBAULT.

